

Droit du numérique

Mention : Droit du numérique [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Oui
- > Formation accessible en : Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Non
- > Durée moyenne de la formation :

Présentation

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter l'[offre 2025-2026](#).

Le Master de droit du numérique permet aux étudiants d'acquérir des compétences approfondies, tant théoriques qu'expérimentales (en droit de la propriété intellectuelle, en droit public du numérique, en protection des données personnelles, en cybercriminalité...), ainsi que des compétences transversales (en gouvernance mondiale de l'Internet, en justice numérique, en droit de la santé numérique, en droit des communications électroniques...) en s'appuyant sur un socle solide de connaissances dépassant les frontières entre droit public et droit privé, et de surcroît largement pluridisciplinaires (blockchain, biométrie, identité numérique, smart contracts, deep learning, intelligence artificielle, régime juridique de la donnée, par exemple).

Les débouchés offerts par le Master sont très nombreux et variés : métiers de juriste contractuel dans des entreprises spécialisées dans le secteur du numérique, autorités administratives indépendantes, start-up innovantes, acteurs du e-commerce, sociétés de l'audiovisuel, collectivités territoriales, banques), avocats,

concours des douanes... Le volet recherche du Master permet aux étudiants qui le souhaitent de poursuivre leurs études par la préparation d'un doctorat en droit privé ou en droit public.

Objectifs

Le Master permet l'acquisition de compétences approfondies, transversales mais aussi techniques, en matière informatique notamment, et méthodologiques, ainsi par exemple de la traduction des règles de droit dans les outils d'aide à la décision.

Savoir-faire et compétences

La formation appelle au dialogue avec les informaticiens spécialisés notamment en cybersécurité et cybercriminalité qui contrôlent l'architecture des réseaux.

Organisation

De nombreux spécialistes interviennent à ce titre dans le Master pour délivrer une formation sur mesure et parfaitement actualisée, permettant aux étudiants d'en faire directement l'apprentissage.

Contrôle des connaissances

Contrôle continu de connaissances et/ou examens oraux et écrits.

Stage ou alternance

Ouvert en alternance

- > Type de contrat: Contrat d'apprentissage

Admission

Conditions d'admission

Master 1 :

Les conditions d'admission sont à retrouver sur la plateforme monmaster.fr.gouv

Évaluation globale du niveau de l'étudiant notamment une solide maîtrise du droit des obligations et des libertés fondamentales, un bon niveau d'anglais, un intérêt marqué pour les technologies numériques.

Master 2 :

Pré-requis en : droit du numérique, droit de la propriété intellectuelle, informatique et justice et numérique.

Pré-requis recommandés

Pour une entrée en M1, les prérequis et critères de recrutement sont à retrouver sur la plateforme monmaster.fr.gouv

En matière d'expériences professionnelles, un stage en entreprise ou en cabinet d'avocat est apprécié.

Sont également appréciés : un investissement associatif, une activité artistique ou sportive.

Et après

Insertion professionnelle

Les débouchés offerts par le Master sont très nombreux et variés : métiers de juriste contractuel dans des entreprises spécialisées dans le secteur du numérique, autorités administratives indépendantes, star-up innovantes, acteurs du e-commerce, sociétés de l'audiovisuel, collectivités territoriales, banques), avocats, concours des douanes... Le volet recherche du Master permet aux étudiants qui le souhaitent de poursuivre leurs études par la préparation d'un doctorat en droit privé ou en droit public.